

OMNES

"LES NOUVEAUX INDICATEURS DE RICHESSE"

Lundi 19 avril 2010

Débat

M. CADOREL. - Il nous reste cinquante minutes de débat, Alain, à toi la première question

Alain DUBOURG. - Je vais être un peu provocateur. J'ai le sentiment que l'on est tout de même enfermé dans un débat très occidental. En même temps, si j'avais eu besoin d'être convaincu qu'il est absolument urgent de changer d'indicateurs, vous m'auriez convaincu.

Pour être encore plus provocateur, vous l'avez indiqué, les capitaux financiers ont encore de beaux jours devant eux et ils seront très forts pour récupérer la problématique environnementale et écologique afin d'en tirer des profits.

Je suis également d'accord avec Mme **Thiry**, nous nous trouvons dans une situation d'opportunité réelle pour des changements de fond. Non seulement les gouvernements progressent, mais ce qui est encore plus important, l'opinion publique occidentale évolue, et peut-être même que les petits nuages comme celui d'aujourd'hui, bien qu'ils n'aient rien à voir avec l'économie, portent également une interrogation globale sur tout ce qui se passe dans le monde...

Changer les indicateurs, vous l'avez dit, le rapport du Club de Rome, (72, je crois) a été balayé d'un revers de main. Il était tout à fait politiquement incorrect de dire que l'on pouvait s'interroger sur la croissance, alors qu'aujourd'hui, on commence à le faire.

Changer d'indicateurs, c'est changer également le mode de production, ainsi que le mode de consommation, vous l'avez dit. Ce n'est pas simplement un indicateur neutre, mais pensez-vous que les pays émergents sont prêts à changer d'indicateur ? Les gouvernements peut-être, comme le gouvernement chinois qui s'interroge. Des drames terribles sont en train de se tramer, je ne connais pas bien l'Asie, mais mieux l'Afrique. Les gouvernements y sont peu sensibles, et les populations ne le sont pas du tout !

Je travaille dans une association en Afrique et lorsqu'on a voulu mener un projet d'assainissement, la population, pas la municipalité, nous a dit : "Vous, les Européens, cela vous gêne de voir des sacs plastiques, pas nous, alors, dégagez, car nous, nous voulons progresser !"

Aujourd'hui, on se rend compte, que l'on a fait des bêtises pendant une trentaine d'années et que l'on n'a pas de développement soutenable. Quand on voit le niveau de pollution, la dégradation de l'environnement dans ces pays et que la population préfère cela, car elle veut de la croissance et aller vers le modèle occidental, si nous, les pays occidentaux, sommes prêts à changer d'indicateurs, bien que ce ne soit pas si facile, les pays émergents qui vont devenir économiquement majoritaires : la Chine, l'Inde, le Brésil, etc. seront-ils prêts à changer, avec leurs populations ? Je ne sais pas....

M. ROUDAUT. - Je réponds sur la Chine. Ils font les deux. C'est le pays le plus polluant au monde, mais c'est également le leader mondial des énergies éoliennes. Aujourd'hui, la Chine a des projets d'écologie industrielle et d'énergie alternative que personne ne fait en Europe ni dans le monde.

Nous sommes vraiment dans le pays du yin et du yang, avec cette dualité qu'ils assument globalement. Ils peuvent se montrer très pollueurs et, en même temps, qui achète les dernières centrales à charbon ? C'est la Chine, pas les États-Unis. La Chine est en train de changer à un tel point que les *green tech*¹ représenteront 13 % du PIB en 2012 dans ce pays, et on peut penser que cela atteindra 20 % dans trois à quatre ans, car ils mettent l'accent dessus.

Autre pays qui donne l'exemple : la Corée du sud dont 69 % du plan de relance décidé en 2008 a été consacré au *green*. Pourquoi ce pays change-t-il ? Par opportunisme économique ! Les États-Unis sont en train de changer, ils sentent que l'Europe veut davantage de vert, de produits plus engagés, plus durables, ils nous vendent donc du bio, et les produits chinois bios exportés vers l'Allemagne sont en train d'inonder le marché. Ils ne le font pas par philosophie environnementale, mais surtout par opportunisme, et c'est pour cela que je suis assez optimiste sur l'évolution, même si les financiers vont récupérer cette démarche. Il vaut mieux que la finance spéculé sur un produit vert que sur des produits qui nous tuent à petit feu !

¹ *Green technologies* : technologies vertes

Dans ces pays donc, un changement est en cours, même s'il y a beaucoup de retard au niveau des populations. Le jour où Pékin décidera de supprimer la voiture en centre-ville, « il y aura un militaire à chaque coin de rue » et le changement pourra aller très vite, ce qui n'est pas le cas de l'Europe... le changement sera certes durement imposé mais il ne faut pas sous-estimer leur capacité à changer de modèle, même si on peut déplorer la manière d'agir du régime en place.

De l'Occident, beaucoup de choses peuvent nous paraître incohérentes et contradictoires, mais en Asie, cela ne l'est pas car là-bas, ils gèrent le court et le long terme en même temps et ne sont pas dans le même débat idéologique.

Mme THIRY. - Concernant la volonté de sortir de l'indicateur PIB, c'est effectivement un débat très occidental, puisqu'on ne peut penser à la sortie d'un indicateur traditionnel de revenu économique et de production que dès lors que l'on a un niveau suffisant pour sortir d'une réflexion qui interroge d'autres choses que nos besoins de base.

Est-ce de la provocation ou de l'insolence de la part de l'Occident vis-à-vis des pays du Sud ? Au sein des débats il faut être attentif à ne pas tomber dans une sortie de la croissance pour tous, étant donné que ce serait vraiment ne pas reconnaître historiquement la part des pays occidentaux dans les externalités négatives pointées du doigt aujourd'hui.

Il y a une question de répartition des responsabilités aujourd'hui, mais pour des problèmes qui ont un *background* historique fort. Il s'agit là, de discuter de la répartition équitable des responsabilités entre les pays pour lesquels la croissance est encore un point central et où il importe vraiment de répondre à des besoins de base, et ceux qui vont se permettre le luxe d'en sortir, car ils assurent déjà d'emblée ces mêmes besoins.

M. TIMBEAU. - Je n'ai pas grand-chose à ajouter. Reste un point sur lequel je voudrais rebondir car il me paraît important.

Certains éléments que l'on vient de vous citer viennent de la courbe de **Kuznet** : avec l'élévation du niveau de vie, on devient de plus en plus conscient, nos visions du monde basculent, deviennent plus globales et systémiques, ce qui peut donner un certain optimisme quant à l'avenir du monde. Cela a souvent été annoncé dans beaucoup de domaines, mais pour le moment, les signaux restent faibles, et on aimerait bien, parfois, qu'ils deviennent plus forts

Ceci étant dit, la construction d'indicateurs et d'éléments d'information est absolument décisive, car elle aide à justifier cela.

Cependant, il faut faire attention. D'un côté nous avons une vision un peu « bisounours » où on donne de l'information, les personnes deviennent conscientes et tout fonctionne bien car tous les gars du monde vont se donner la main et le monde sera meilleur. D'un autre côté, reste la question pratique de l'action face à la théorie : même une fois que tout le monde sera d'accord sur les objectifs et les mesures, il faudra mettre en place un certain nombre d'institutions, de schémas et de contraintes jugés justes par tous et qui, en même temps, laissent à chacun suffisamment de liberté pour que la vie ait un intérêt.

En Chine, en effet, le jour où ils décideront de mettre un policier à chaque coin de rue contre les voitures, il n'y en aura plus. Mais on ne veut pas de ce monde-là, ni vous ni moi, et on n'en veut pas pour les Chinois non plus.

On veut être libre de faire ce que l'on veut, il faut donc mettre en place la maxime de **Kant**, faire en sorte que notre liberté soit possible et que les principes de notre liberté soient tels que lorsqu'on les applique à tout le monde, ils conduisent à ce que le monde fonctionne. Pour cela, il faut également accepter des institutions qu'elles soient justes, acceptables par tous, bâties ou non de principes raisonnés et pas simplement des peurs et des fantasmes.

Et cela, nous en sommes à des années lumières ! En particulier, notre dialogue sur ces questions avec les pays émergents en est au degré 0. Ce n'est pas un mince problème !

Je suis d'accord, il y a des éléments d'optimisme, mais il faut tout de même garder la tête froide. Le combat commence.

QUESTION. – J'ai deux questions.

Une concerne le rapport **Stiglitz** : dans l'un des indicateurs de bien-être, je trouve dommage que vous n'ayez pas étudié la question de la femme. Je pense que les femmes pourraient être un bon indicateur de bien-être d'un pays, car si l'on regarde le nombre de femmes agressées, tuées, leur santé, leurs accès à l'éducation, etc. on pourrait conclure que lorsque les femmes vont bien, le pays va bien.

Ma deuxième question porte sur les fameux critères environnementaux, sociaux, et de gouvernance car j'aimerais savoir comment est calculé le climat social. Si c'est en nombre de journées de grève ou d'accords "vitrine", nous en sommes loin. J'espère qu'il inclut le nombre de morts, de suicides, d'accidents du travail, de réorganisations, l'absentéisme, le turnover ?

M. TIMBEAU. - Dans le rapport Stiglitz on n'a pas cherché à prendre en compte d'indicateurs portant sur les femmes. La question posée à la commission étant de réfléchir au fondement et à la cohérence d'ensemble du système statistique et de ce que l'on peut en tirer.

La question des femmes a cependant été traitée dans le rapport. Mais comme on n'a pas voulu produire des batteries d'indicateurs comptant le nombre de femmes, ceci ou cela, de voitures hybrides, etc. car on ne voulait pas entrer dans ce débat qui n'était pas dans nos objectifs, même s'il est important, on n'a pas voulu mettre en avant telle ou telle mesure, mais on a réfléchi sur ce qui se situe en amont, en insistant sur des questions absolument essentielles comme le fait qu'on ne peut rien sacrifier à l'émancipation de l'être humain, et que cela ne dépend pas de son sexe. Les femmes ont donc été très présentes dans les débats, même si cela ne s'est pas traduit par un classement des pays en fonction du bien-être ou mal-être des femmes.

Sur la question de l'information et des indicateurs d'entreprises socialement responsables, et sur la question des femmes, s'est mis en place dans beaucoup d'entreprises américaines, des chartes de responsabilité vis-à-vis des questions de discrimination et en particulier de genre.

On peut considérer que la mise en place et le respect de ces chartes, assurés par des entreprises certificatrices extérieures, des audits, est un certain progrès pour la position des femmes, bien qu'un certain nombre de personnes le contestent aujourd'hui. Au lieu d'être considéré comme un progrès, elles sont vues comme un moyen pour les entreprises de s'acheter et d'afficher une bonne conscience. Comme elles ont une charte, avec des procédures, on ne peut pas leur reprocher de discrimination.

Du coup, pour toutes les discriminations réalisées, qui ne sont pas dans cette charte négociée entre l'entreprise et les parties prenantes qui ont fixé les termes de la négociation, la charte permet en fait d'échapper à la conflictualité sur les questions de discrimination. Elle permet de dire : une femme qui s'estime discriminée dans une entreprise qui a signé une charte, c'est une femme qui use du prétexte de discrimination à son avantage. Cela limite donc le recours à la conflictualité et, au total, peut augmenter la discrimination.

C'est un effet assez paradoxal que l'on va retrouver dans les indicateurs socialement responsables et écologistes. Des entreprises comme Pepsi vont s'acheter une bonne conscience en disant : "On ne fait plus de publicité, mais on paye des entreprises responsables ou des associations caritatives et, du coup, on est une entreprise socialement responsable" Or, cela ne veut rien dire. On entre dans le monde des bandits repentis, comme Robin des Bois : je vole, mais je redistribue l'argent, donc ce n'est pas grave.

Au départ, ils volent toujours les gens. En vendant des boissons sucrées, ils profitent de l'effet d'addiction.

C'est grave, et ce n'est pas parce que vous redistribuez l'argent volé que ça l'est moins !

M. ROUDAUT. - Sur les critères ESG², il est clair que ce sont des sociétés d'analyse comme les agences de notation telles que Vigeo, Etibel, qui bâtissent leur grille. Et le volet social va

² Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance

correspondre aux journées d'absentéisme dues à des congés maladie, l'accompagnement des salariés dans leur formation tout au long de leur vie, le turnover, etc.

Ce qui est important, c'est qu'il ne faut pas prendre ces notations environnementales, sociales et de gouvernance, comme une valeur gravée dans le marbre et la vérité. C'est un modèle plus global, mais il n'a pas valeur de religion.

Dans la finance socialement responsable, il y a beaucoup d'opportunisme, notamment de la part des entreprises du CAC 40. Les PME sont plus sincères, certaines font un travail social, environnemental et de gouvernance exemplaire qui fonctionne. Dès que l'on arrive dans les grosses entreprises, on a de telles pressions actionnariales, financières, concurrentielles, que l'on est tenté par le "*green washing*", le coup de peinture verte, le fait que l'on s'achète une crédibilité et une note.

La finance commence à peine à se structurer. Il y aura des bandits repentis, des personnes très honnêtes. Il ne faut pas non plus que la finance durable soit une finance vertueuse.

Restons indulgents, c'est le début. C'est à l'investisseur et au consommateur de faire preuve de discernement. Il n'y a pas de label qui vous garantisse une qualité à 100 %, une honnêteté. Mais le Label Rouge est toujours mieux que l'éco+ ! A chacun de choisir ce qu'il souhaite. Il ne faut pas se montrer naïf, ce n'est pas parce que Danone crée *Danone Communities* qu'ils sont devenus socialement responsables ! Ils font encore beaucoup d'excès ailleurs et font donc un grand écart, mais c'est une nouvelle approche, et ils s'efforcent de mettre des choses en place.

Ce sera intéressant de voir si, dans les prochaines années, Danone ira vraiment dans le socialement responsable, en traitant les producteurs de lait de manière plus acceptable par rapport aux conditions de paiement qu'elle leur impose. Sinon, ce sera du *green washing* et je pense que cela se retournera contre eux car le consommateur est de moins en moins dupe, mais on le saura dans quelques années.

QUESTION. – Jusque dans les années 80, les personnes étaient d'abord des citoyens, des travailleurs, des salariés, et lorsque **Reagan** et **Thatcher** sont arrivés, on leur a dit qu'il valait mieux devenir des consommateurs. Vingt ou trente ans après, les consommateurs et surtout la classe moyenne européenne, se sont réveillés et se sont rendu compte qu'ils pouvaient s'acheter des Ipod mais que se loger et manger était de plus en plus dur et que les emplois partaient en Chine. Ils se rendent compte que, s'ils ne consomment pas autrement, ils sont en train de se faire manger tout cru. La finance n'aide pas les agriculteurs, mais plutôt les boîtes de production car c'est plus rentable.

Cela mérite certainement un autre type de développement. Le consommateur n'a plus aucun poids en tant que citoyen, qu'il vote pour la droite de Sarkozy ou la gauche caviar, il n'a plus tellement de choix. C'est bien pour cela qu'il y a tant d'hésitations dans tous les pays européens qui balancent de la droite à la gauche. Les citoyens n'espèrent plus grand-chose de leurs politiciens qui se sont départis de leurs pouvoirs en le donnant aux financiers et aux économistes dans les années 80. Le seul pouvoir qui reste à la classe moyenne européenne est celui du consommateur. Parallèlement, j'ai lu dans Le Monde il y a six mois, que l'industrie du développement durable donnait plus de travail maintenant que l'industrie automobile. C'est plutôt bon signe !

Qu'en pensez-vous ?

M. TIMBEAU. - À grands traits, vous avez plutôt raison. Le pouvoir du consommateur est mis en avant, mais fondamentalement, je ne crois pas que ce soit la solution. Il serait important de réfléchir au pouvoir du citoyen. Je ne pense pas que la justice sera faite par la personne au supermarché qui choisit le paquet de pâtes qui aurait été fabriqué dans de bonnes conditions plutôt que celui fait dans de mauvaises. La justice est plus difficile à imposer que dans la nature des paquets de pâtes que l'on choisit et si cela devait reposer uniquement sur cela, on est en train de bâtir quelque chose d'horrible, un monde dans lequel on nous fera croire que cela a été fait comme il fallait...

On va entrer dans un stade supplémentaire de virtualités. On va nous vendre de la bonne conscience dans les supermarchés et, cela, ce n'est même pas que ce sera un peu mieux pour nous, ce sera pire pour le monde ! D'une certaine manière, ce type de démarche nous conduit encore plus dans le mur. C'est un point à discuter.

Je reprends votre dernière phrase. On vous dit « qu'aujourd'hui, il y a davantage d'emplois dans le durable que dans l'automobile, c'est un bon signe. »

Non ! Tous les indicateurs de soutenabilité que l'on peut construire nous indiquent que rien dans la tendance qui nous conduit dans le mur (en termes de soutenabilité) ne s'inverse, et je ne parle pas en termes d'emploi sur nos territoires ou de lien social dans nos sociétés, mais simplement dans le fait que l'on préserve nos ressources épuisables, notre climat, la pollution, nos ressources alimentaires. Vraiment, si l'on voulait retourner à l'âge de pierre, à un moment ou un autre, pourrait-on le faire ? Car c'est ce qui est en jeu dans l'univers climatique. C'est de moins en moins faisable. On n'a aujourd'hui aucun élément permettant de dire que les tendances soient infléchies, et nous restons sur les pires tendances exponentielles où, plus cela va, plus cela s'accélère.

Peut-être y a-t-il des emplois un peu plus verts, mais malheureusement, cela ne veut rien dire.

Mme THIRY. - Votre remarque met en lumière un des enjeux extrêmement importants, celui, comme l'indiquait M. **Timbeau**, de ne pas accepter que l'on nous vende de la bonne conscience. Cela a un contre effet qui est de nous aveugler sur les problèmes de nature structurelle et de ne régler qu'à la marge un problème dont les solutions se trouveraient, à mon avis, dans une mutation des structures dans lesquelles nous évoluons aujourd'hui, en gros, la structure capitaliste.

Cela nous met au cœur du débat sur les indicateurs et je rebondis sur les **propos précédents de M. Timbeau**, de reconnaître un pouvoir aux indicateurs, mais en découplant ce pouvoir de la généalogie de l'indicateur. C'est-à-dire, d'où vient-il ? Quels sont les rapports de force qu'il vient servir ou desservir ? Là où il y a un enjeu majeur à travers les débats, le risque serait de se contenter d'un indicateur, sans prendre conscience du fait qu'il reproduit un système en constituant simplement une bannière de changement. L'opportunité est de dire : à travers la déconstruction de l'indicateur, quel est le système ou la structure que nous questionnons et sur quel aspect sont-ils profondément discutables, voire à controverser ?

M. ROUDAUT. – Nous n'avons pas abordé la notion de croissance. Il y a une question de fond. La croissance est-elle soutenable ? Peut-on continuer à croître ?

Lorsque vous parlez du pouvoir du consommateur, il ne s'agit pas de cautionner une multinationale comme **Wallmart** qui fait du "plus vert", car cela ne change rien, mais de savoir ce que l'on achète, ce que l'on consomme et si l'on continue à consommer autant.

Mme THIRY. - C'est le seul choix laissé au citoyen, de n'être plus qu'un consommateur.

M. ROUDAUT. - Je ne pense pas que ce soit le seul pouvoir. Dans les urnes, cela se manifestera un jour ou l'autre.

Il existe un vrai pouvoir individuel de décider de continuer à consommer sur le même rythme, en cautionnant un système qui nous mène au cataclysme par pénurie des ressources, ou si l'on décide d'agir autrement.

C'est plus en cela que je pense que nous avons tous un pouvoir individuel. Quand on parle de finance responsable, c'est une petite pierre, mais cela permet aussi de se dire qu'on ne cautionne plus, même si cela ne sera jamais vertueux à 100 %.

QUESTION. - Je voudrais revenir sur la construction des indicateurs. Pendant des années, on a travaillé sur des modèles mathématiques qui ont servi essentiellement au milieu de la finance. Probablement étaient-ils bons pour une croissance continue, mais dès qu'il y a eu des turbulences, ces modèles mathématiques ont failli.

Je pense que les indicateurs sur la croissance ou la mesure de satisfaction des personnes doivent reposer sur un delta entre les différents modèles mathématiques de risques industriels, environnementaux et de santé.

On n'a pas du tout parlé de la santé.

Il faudrait faire un delta entre les risques potentiels tels qu'ils peuvent être mis en exergue par les modèles s'ils existent ou tels que l'on va les construire, et le delta entre le risque potentiel et ce qui est perçu par les personnes.

Le niveau de connaissance des personnes n'est pas élevé. Elles vont manger bio car elles pensent au risque potentiel sur leur santé personnelle. Je pense que les pays émergents ne sont pas encore conscients, car ils n'ont pas la mesure du risque et ne le perçoivent pas comme nous.

Cette mesure du delta entre les modèles de risques et les modèles perçus, je prend l'exemple de la grippe A : à un moment, il y a un basculement entre le risque perçu et annoncé par les modèles. On voit bien que, là, il y a beaucoup de travail à faire sur les données et si l'on ne se met pas au travail, on pourra toujours discuter, mais on n'arrivera pas à une tendance pour le futur.

Comment ces indicateurs, avec des modèles, vont-ils mesurer les choses ?

Mme THIRY. - Ces indicateurs existent, mais, maintenant, les mettre en cohérence... C'est ce qui s'est passé dans le deuxième groupe de travail de la commission Stiglitz, au sein du deuxième chapitre sur la qualité de vie. On a mis en parallèle les indicateurs objectifs de qualité de vie, non directement modélisés, mais quantitatifs et objectivables des facteurs identifiés comme jouant un rôle dans la qualité de vie, notamment ceux des Eurobaromètres demandant aux personnes comment elles se sentent dans leur vie, ce qu'elles apprécient. Et, là, on est vraiment dans une pure perception de la subjectivité de l'individu interrogé.

Mises en parallèle et utilisées dans un cadre cohérent, il y aurait probablement des choses très intéressantes qui en sortiraient.

L'une des barrières auxquelles on se heurte pour le moment, vous m'arrêtez si je me trompe, c'est que, dans le cadre spécifique de la qualité de vie, que ce soit avec des données objectives, quantifiables, ou subjectives, on est dans un ensemble extrêmement parcellaire et la mise en parallèle n'a pas encore fait émerger une question de synthèse.

M. TIMBEAU. - Je n'ai pas compris la question, ni la réponse ! Comme vous vous êtes compris, cela doit être de ma faute.

Ce que votre question m'évoque, c'est que toutes ces questions sur les indicateurs peuvent donner l'impression d'un certain relativisme : que peut-on conclure de tout cela si, à la fin, on doit se réunir pour décider du bon indicateur ? Si c'est juste une histoire de choix subjectif, à quoi cela sert-il ?

Qu'il faille avoir des doutes sur les méthodes, sur les constructions, c'est indispensable. Maintenant, il ne faut pas sombrer dans l'irrationalisme, le relativisme fou ou le pur subjectivisme. On a des éléments raisonnablement certains, concrets, qu'il est important de regarder dans le détail et accepter la critique pour avancer. On peut avoir des opinions très différentes, mais cela sert à quelque chose de réfléchir, de collecter ces chiffres et de regarder ce qui se passe.

Vous avez cité le cas des modélisations, notamment du risque. D'un côté, les années 80 et 90 ont été marquées par de formidables développements dans la construction de modèles, l'utilisation de données à grande échelle grâce à l'informatique, en particulier dans la finance, ce qui a conduit à une construction institutionnelle en partie responsable de la crise que nous sommes en train de vivre, mais cela ne signifie pas que tous les calculs réalisés, les modèles élaborés et les réflexions, étaient stupides.

C'est plus que l'on a beaucoup raisonné au détail et que jamais personne ne s'est penché, car c'est impossible à faire, sur ce qui se passe lorsque ces petites briques sont empilées et que l'on met un peu d'énergie. Le système fonctionne-t-il ou pas ? On s'est aperçu qu'en fait il ne fonctionnait plus et qu'il fallait penser la globalité du système, que la réalité est encore plus complexe que chacune des briques élémentaires mises ensemble.

Cela ne veut pas dire que tout ce qui a été fait est à jeter. Il ne faut pas non plus se reposer dessus en se disant que cela va améliorer le monde.

C'est très difficile, car il y a plein de failles dans lesquelles on peut faire des critiques, mais il faut tout de même fournir des arguments pour une discussion raisonnée, et pas simplement subjective, et

arriver à prendre des décisions dans des univers complexes, incertains, avec les éléments les plus certains que l'on puisse bâtir dans ces univers incertains.

QUESTION. - On sent bien en filigrane des interventions excellentes que, derrière la question des indicateurs, se pose ce que l'on se demande tous ici : comment bâtir de manière durable, une société que l'on pourra transmettre à nos enfants, qu'ils pourront transmettre eux-mêmes aux leurs ?

Que peut-on inventer comme nouveau modèle de société ?

La société change soit à l'initiative des personnes qui la composent, car au fur et à mesure qu'elles prennent conscience des enjeux, ces personnes fédèrent des énergies et de projets qui font tâches d'huile jusqu'à ce que, par la pression des urnes sans doute, les dirigeants s'en saisissent et en fassent des vraies questions qui se concrétiseront pas des programmes concrets.

Soit la vision que les politiques pourraient avoir, à savoir la vision *top down* des stratèges qui donnent le cap de la société, qui ne voient pas l'instantanéité des enjeux de court terme et qui se disent : "Je suis là pour piloter mon pays à 50 ans, pour être membre d'une société des nations qui a des millénaires devant elle et qui doit bâtir un avenir pour l'humanité."

Ces deux approches pourraient donner naissance à quelque chose de nouveau.

Je suis un pessimiste et optimiste. Je n'ai pas lu le rapport les travaux du Club de Rome en détail, mais simplement les synthèses de personnes comme **Jean-Marc Jancovici** et d'autres, que j'ai trouvées pleines de bon sens. Les modèles auraient déjà dû, à l'époque, interpeller.

Un intense travail de lobbying les a fait tomber aux oubliettes et, *business as usual*, on a continué. L'excellent rapport **Stiglitz** aurait peut-être dû donner naissance à l'émergence de quelque chose de nouveau, peut-être à l'occasion du G20. On est tous là à faire le constat que l'on reste sur notre faim, du moins au niveau de la finance et de sa régulation ou "moralisation".

A Copenhague, tout le monde a rêvé de quelque chose de nouveau qui aurait pu émerger. De la même manière, au niveau mondial, lorsqu'on essaie de se mettre d'accord sur des projets qui pourraient sauver notre peau et celle de nos enfants, l'approche *top down* ne fonctionne pas.

L'espoir, ce sont peut-être ces agrégats de micro cellules qui grossissent, qui font pression, la société civile qui prend conscience des enjeux et qui l'impose à ses dirigeants.

Est-ce vraiment ainsi que vous voyez l'avenir ? Pensez-vous que, malheureusement, le politique est mort sur ces sujets, qu'à moins d'une catastrophe abominable, on n'arrivera jamais à s'entendre au niveau mondial ? Si ce n'est pas le cas, qu'avons nous manqué à ces grands rendez-vous que je viens d'évoquer ?

M. ROUDAUT. - L'entente au niveau mondial, je n'y crois pas un instant. Le G20 est un échec total ! Dans la finance, avec la bataille entre **Obama** et le Congrès américain, le projet de loi sera tellement entamé que la régulation sera minimale.

S'entendre au niveau du G20 entre nous sur une pseudo régulation, c'est l'idéologie anglo-saxonne contre les Européens. A ajouter ensuite, les Chinois et les Asiatiques, avec lesquels nous ne partageons pas la même vision du monde... Cela me paraît donc utopiste de s'entendre dans les conditions actuelles.

Faut-il passer par un chaos ? Je n'en sais strictement rien. Je préfère m'accrocher à l'idée que les personnes vont prendre conscience et que les choses vont changer, tout en sachant que l'on ne peut pas exclure un avenir cataclysmique.

Il est trop tôt pour se résigner. On peut peut-être changer les choses au niveau individuel, mais ne soyons pas trop utopistes non plus. Si l'Occident ne montre pas l'exemple, alors qu'il est responsable de bien des maux économiques et écologiques, qui va le faire ?

Si on attend que les Chinois bougent, on ne le fera jamais. En même temps, ils peuvent bouger très vite.

M. TIMBEAU. - Une troisième force s'ajoute à ce triptyque. Je crois au pouvoir des idées et je pense que le siècle des Lumières, sans Kant, ne l'aurait pas été. Le politique aujourd'hui est plutôt mort, effectivement, mais parce qu'il n'est pas structuré intellectuellement.

La société civile patine, même s'il existe des énergies tout à fait louables et réjouissantes. Elle n'est pas aujourd'hui suffisamment structurée intellectuellement et philosophiquement et, si nous n'avons pas de points de doctrine communs avec les émergents, ce n'est pas que nous avons un conflit d'intérêt irréconciliable, c'est qu'aujourd'hui, nous n'avons pas encore perçu le monde dans lequel, eux et nous, ensemble, sommes en train de vivre et que, eux comme nous, vivons dans notre monde.

Cette myopie nous empêche de construire quelque chose.

Le pouvoir des idées et la modeste contribution du rapport Stiglitz sont indispensables. Il y a des choses à faire. Le pouvoir des idées, c'est vous, moi, tout le monde. On n'a pas forcément besoin d'avoir un Kant pour nous donner de la voix, en outre, Kant est arrivé après, les choses avaient été déjà dites avant. Prendre conscience de ce pouvoir des idées est important.

Les grandes catastrophes aident à prendre conscience. Là, il y a un espoir que l'on pourra laisser quelque chose à nos enfants. On ne va pas leur laisser qu'une société mais beaucoup de choses à faire. Si, modestement, nous leur apprenons à penser le monde différemment, peut-être qu'ils construiront ce monde nécessaire demain et qu'ils seront à l'origine de cette nouvelle société.

QUESTION. – Pourriez-vous me donner, à la lueur de vos connaissances d'économiste, de chercheur ou de financier vert, votre notion du progrès pour demain ?

Ma grand-mère née en 1899 me disait : "J'ai vu l'abolition des distances avec l'apparition du téléphone et la transformation de la lune en un objet accessible. Le reste n'existe pas, ce ne sont que des micro-évolutions." Pour elle, il n'y avait pas eu d'autres progrès.

Pensez-vous que le progrès soit mort ? Sommes-nous appelés à devoir nous battre pour survivre ou avez-vous une vision différente ? Que sera le progrès demain, pour vous ?

Personnellement, je suis persuadé qu'il est mort. On fait voler les avions comme il y a 50 ans, on n'a aucune idée de la façon dont les fera voler dans les 50 ans à venir car on n'a aucune amorce de solution. Donc on va changer de société sur ce micro secteur, comme beaucoup d'autres.

Demain, que voyez-vous comme lueur d'espoir, sociétale ou technique ? Qu'est-ce qui vous motive pour demain ? Que répondez-vous à votre enfant quand il vous demande : "Qu'est-ce que je vais faire demain ?"

M. TIMBEAU. – Pour moi, c'est simple. Demain, c'est 9 milliards d'habitants sur la terre à faire vivre ensemble, partant du principe que l'ensemble des connaissances, des ressources, de la qualité de l'écosystème, etc., sont à même de permettre à ces 9 milliards de vivre en toute émancipation sur cette planète et que la question du progrès technique est secondaire.

Le défi de l'humanité aujourd'hui n'est pas d'arriver à se mettre à l'abri ou à se protéger d'une nature hostile, mais de vivre ensemble sur cette planète. Et vivre ensemble chacun, librement, en menant la vie que l'on veut et en usant des potentialités et possibilités que l'on veut tous avoir.

Cela, c'est une utopie, et passer de l'état dans lequel nous sommes aujourd'hui à cette utopie peut se qualifier de progrès, et cela me suffit comme définition du progrès.

M. ROUDAUT. - **Théodore Monod** disait : *l'utopie, c'est la seule chose que l'on n'a pas encore essayée.* On n'a pas trop le choix.

Si je résume d'un mot ma vision de l'avenir, c'est *moins matérialiste*. A mon avis, on va vers du post-matérialisme, et c'est toute la question de progrès. Vous y mettez une connotation technique, mais on peut y mettre une connotation spirituelle, idéologique ou philosophique. Il y aura toujours un progrès, mais différent et sûrement moins matérialiste.

Mme THIRY. – J'ai noté : dématérialisation du progrès et plus de cohésion sociale. Je vais m'approprier un slogan qui n'est pas le mien, mais en gros "*moins de biens, plus de liens.*"

Je pense que l'on a atteint un niveau de satiété dans le progrès technique qui devient tellement élevé, qu'il n'apporte plus rien.

Pour moi, le progrès serait vraiment davantage de cohésion sociale et, pour rebondir sur les propos de M. **Timbeau**, un rapport humain/nature moins anthropo-centré, non pas dans le sens de se faire violence en tant qu'humain pour laisser place à la nature, mais de prendre conscience et de ne pas voir à travers le progrès, un mécanisme de civilisation ni de maîtrise de la nature, comme on l'a fait jusqu'à présent.

D'un point de vue philosophique, il y a une évolution dont on doit sortir. On a associé pendant longtemps le progrès à la croissance parce que l'on associait le fait de consommer à un acte de civilisation. L'idée était : plus je maîtrise la nature, plus je progresse.

Aujourd'hui, je pense que l'on doit vraiment changer notre rapport à la nature.

Le même intervenant. – Que devient l'aventure humaine lorsqu'on a comme ambition, évidemment louable sinon on va dans le mur, de vivre "à la Suisse", c'est-à-dire que l'on ne cherche pas à voir au-delà de la vallée, on s'occupe de sa survie propre ? Où est la dynamique ? Juste faire attention à ce que le plancher ne s'effondre pas quand on cherche à atteindre le plafond ? Quel est votre moteur ?

Mme THIRY. - La réponse a été donnée par M. **Timbeau**.

M. CADOREL. - Il est 17 heures, merci M. **Roudaut** pour votre intervention, je sais que vous devez partir. Il nous reste une petite demi-heure avant de clore ce débat.

QUESTION. - Depuis tout à l'heure, on tourne autour des Lumières, référence très occidentale, et je vous livre une réflexion. Je vois assez régulièrement une ONG qui s'occupe depuis 30 ans de développement économique et durable dans des pays en voie de développement et, cette année, par rapport à un projet précis sur le Sahel, ils m'ont annoncé qu'ils allaient faire appel à des anthropologues pour plusieurs projets.

Par rapport à ce discours restant tout de même extrêmement localisé dans l'espace, je pense qu'il manque cette dimension, cette notion de liberté aliénée. L'humilité des occidentaux ne consiste-t-elle pas simplement à proposer des outils aux autres pays pour leur faire imaginer leur propre notion du progrès ?

M. TIMBEAU. - Question difficile pour laquelle je n'ai pas de réponse définitive. Je reconnais mon point de vue d'occidental.

Je retiens de discussions et surtout de lectures d'**Amartya Sen** que ce point de vue d'occidental n'est pas totalement centré sur l'Occident et qu'il recoupe, même si n'est pas en parfaite superposition, des visions du monde non occidentales. **Amartya Sen** argumente beaucoup sur le fait qu'en Inde, par exemple, des réflexions parallèles à celles des Lumières ont été conduites, même avant, avec des points communs et qu'il est donc probablement possible de bâtir un universel qui ne soit pas seulement occidental et qui nécessitera quelque compromis dans le point de vue occidental.

Par ailleurs, je reste intuitivement assez farouchement opposé à toutes les négations de l'individu comme point de départ philosophique. Une forme de communautarisme ou d'holisme dans lequel on oublie l'individu en le sacrifiant à la communauté, ne me paraît pas être un bon point de départ.

Je pense qu'il y a une voie, mais je ne sais pas laquelle.

QUESTION. - Mme Thiry, tout à l'heure, vous avez dit une phrase qui m'a marqué : malgré le progrès et la croissance économique, la population a plutôt un sentiment négatif en termes de qualités de vie. Comment l'expliquez-vous ?

Mme THIRY. - Ce n'est pas moi qui l'explique, c'est M. **Easterlin** en 1974 qui a observé qu'à partir d'un certain seuil de richesse, il y avait un découplage entre une croissance qui continue et une satisfaction qui stagne.

Plusieurs explications sont mises en avant.

Une première est un effet de comparaison sociale : l'augmentation de consommation liée au fait que je veux avoir plus si mon voisin a plus. C'est la problématique du bien positionnel, la satisfaction que me procurera la détention d'un bien dépendra profondément de ce que mon voisin va détenir comme bien. C'est une course au toujours plus, puisque, tant que l'autre à côté de moi aura plus, il me faudra plus. Et si j'augmente ma position relative par rapport à mon groupe de référence, ce sont les autres qui vont se trouver dans une position relative moindre.

Deuxièmement, il y a un effet d'habituation : Je m'accommode assez rapidement d'un certain standard de détermination matérielle. Ce qui me provoquait un certain niveau de plaisir au début de la détention va s'effriter assez rapidement. En termes économiques, on dirait une utilité marginale décroissante. Chaque fois que j'ai quelque chose de plus, le plaisir additionnel provoqué n'y est pas.

Un troisième effet vient aussi en ligne de compte, mais je ne m'en souviens plus.

LE MEME INTERVENANT. - Quelle solution va-t-on apporter ?

Mme THIRY. - C'est une conception personnelle, mais probablement trouver des sources de plaisir ailleurs qu'à travers la possession de biens, plutôt dans le développement de la coopération, notamment. La consommation instaure un rapport de concurrence assez évident, dès lors qu'il peut constituer un moteur dans le développement économique. Mais si elle n'amène pas à faire croître la satisfaction de vie, peut-être faut-il entrer dans un modèle plus coopératif, qui a l'avantage d'être affectivement plus confortable.

LE MEME INTERVENANT. - Nouvelle utopie !...

Mme THIRY. - Je le suis un peu, sinon je ne ferais pas cette thèse !...

QUESTION. - M. **Timbeau**, je vous ai entendu dire qu'actuellement 6 milliards d'individus, nous allons passer à 9. Pourra-t-on continuer sur une croissance démographique et, en même temps, une décroissance économique ?

Toutes ces personnes qui naissent veulent profiter du gâteau à un moment ou un autre, et sont plus attirées par le mode de vie occidental que celui de la Guyane, par exemple.

Cela sera-t-il soutenable ? Ne va-t-il pas falloir penser, en cas de décroissance économique, à une décroissance démographique, comme l'ont fait les Chinois ou les Indiens ?

M. TIMBEAU. – Peut-on vivre 9 milliards d'habitants sur la terre avec un niveau de vie occidental ?

LA MEME INTERVENANTE. - Je parle surtout des ressources.

M. TIMBEAU. - J'en parle justement ! Dans l'état actuel de la technologie, peu de personnes se sont risquées à cet exercice, mais en gros, oui, on doit pouvoir. Actuellement, il est possible de produire de l'énergie renouvelable pour 9 milliards d'habitants et de la nourriture pour autant. Mais c'est un peu compliqué et cela demande une solide organisation globale.

Aujourd'hui, il n'y a pas de raison de dire que l'on ne pourra pas être 9 milliards d'habitants sur la planète, y compris si l'on s'impose de satisfaire une exigence. Ceci étant dit, cela demandera un changement de mode de vie radical pour la plupart d'entre nous. On ne pourra plus utiliser de pétrole, pêcher des poissons dans la mer, mais on pourra vivre dans des habitations à 19 degrés, consommer 2000 calories par jour (pas forcément animales), vivre en bonne santé, utiliser des moyens de communication et de transport.

Dans l'état actuel de la technologie, oui, mais pas dans l'état actuel de nos habitudes et nos formes de consommation...

C'est un exercice compliqué et parfois pas très politiquement correct, peu de personnes s'y sont livrées. Je pense que nous n'en sommes pas au stade assez difficile du développement où l'on ne pourra vivre sur cette planète qu'à 2 milliards d'individus et qu'il faudra d'une manière ou d'une autre se débarrasser des 7 milliards en trop, soit qu'ils existent déjà, soit à venir.

Nous n'en sommes pas à ce stade. Maintenant, plus on prend nos décisions tard, plus on gâche la planète, plus on se rapproche de ce terrible dilemme qui peut un jour se poser, non pas comme une question générale dont on discute froidement au café avec le petit doigt en l'air, mais qui peut se traduire par des conflits exprimant justement cette surpopulation et qui conduiront à des formes de génocide atroces pour accéder aux ressources rares.

Ce sont des scénarios pour le futur, mais je pense que ce n'est pas un mur indépassable. En gros, il doit être possible de vivre à 9 milliards d'habitants sur la terre, avec des conditions de confort très proches de celles dans lesquelles nous vivons, même si elles demandent une discipline qui n'est pas celle que nous avons aujourd'hui.

LA MEME INTERVENANTE. - Une décroissance économique, peut-être souhaitable, ne doit-elle pas s'accompagner d'une décroissance démographique ? Doit-on être exponentiel ? Si l'on réduit les ressources, faut-il réduire aussi le nombre de personnes qui peuvent en bénéficier, sachant que tout le monde pourra mieux en profiter ?

Actuellement, là où l'on pourrait nourrir tout le monde, nombre de personnes vivent avec déjà pas assez. Si l'on veut que tout le monde puisse manger, se loger, se nourrir, se soigner, il faut peut-être que le progrès technique s'accompagne d'une démographie maîtrisée ?

M. TIMBEAU. - Aujourd'hui, le facteur de maîtrise de la démographie est de passer, pour l'ensemble des femmes, d'une fécondité incontrôlée à une fécondité souhaitée. Grosso modo, on se rend compte que les êtres humains veulent en moyenne deux enfants et que cela conduit à une stabilité démographique.

Si l'on passe d'un mode, qui est aujourd'hui la norme, de fécondité non maîtrisée, principalement parce que les femmes n'ont pas accès aux moyens de contraception ni à l'éducation ni aux moyens économiques dans la plupart des pays, conditions assez lourdes à mettre en place, si on les assure, on arrive à une fécondité choisie qui doit pouvoir conduire à une stabilité de la population autour de 9 milliards d'habitants dans 50 ans.

Même si cela reste à démontrer, compte tenu des ressources disponibles, des technologies probables et avec un mode de vie adapté, ces 9 milliards d'habitants peuvent vivre tout à fait correctement. On n'a pas besoin de dire aujourd'hui que, pour survivre demain, on sera obligé de sacrifier une moitié ou deux-tiers de l'humanité existante ou à venir.

Il y a beaucoup de si, dans ce raisonnement.

Si au total, la fécondité choisie apparaît en moyenne à 3 enfants par femme, évidemment, c'est plus compliqué.

Actuellement, les projections démographiques sont plutôt sur une stabilisation à 9 milliards et, dans ce cadre, on peut arriver à faire vivre ces 9 milliards d'habitants sans se lancer dans le tri sélectif des êtres humains, ce qui est plutôt une bonne chose.

Je vous conseille un livre tout à fait extraordinaire et éclairant, *Collapse* de **Jared Diamond**³, qui raconte que des civilisations ont disparu en quelques années, voire même quelques mois ou semaines, car elles n'ont pas été capables de maîtriser leurs relations au sens large avec leur environnement. Et que des sociétés paraissant pouvoir vivre très confortablement, peuvent brutalement disparaître, de l'île de Pâques à certaines îles de Polynésie, des tribus du Nouveau Mexique ou indiennes, aux invasions Viking en Islande. Comme Rome qui a implosé et disparu, il existe de nombreux exemples de sociétés n'arrivant pas à survivre et qui disparaissent.

Le scénario d'une planète dont l'humanité tout entière s'effondrerait n'est pas invraisemblable. C'est un véritable enjeu.

Mais nous ne sommes pas aujourd'hui confrontés au choix du film "2012", à savoir choisir un millième de la population humaine à faire survivre en sacrifiant les autres.

M. CADOREL. - Une dernière question avant de clore ce débat ?

³ Traduit en français par Effondrement

QUESTION. - Vous disiez qu'en tant que consommateurs nous pouvions avoir une petite influence sur les firmes. Nous encouragez-vous à devenir plutôt des financiers ou des actionnaires ? M. **Roudaut** disait que le nerf de la guerre, c'est l'argent.

Si oui, dans quel genre d'entreprises ? Les PME, PMI qui vont peut-être développer des énergies nouvelles ou des associations pour l'éducation des femmes ? Ou les grandes entreprises comme Total, pour avoir une influence au niveau de l'assemblée des actionnaires et demander d'investir dans les énergies renouvelables ?

Finalement, nous encouragez-vous à devenir des investisseurs plutôt que des consommateurs avec peu d'influence ?

Mme THIRY. – Oui !

Personnellement, je consomme des produits du commerce équitable, mais je pense que cela camoufle un problème de nature extrêmement structurelle, avec une désappropriation des responsabilités en termes de rapports de force. En étant investisseur, on se réapproprie ces responsabilités, on entre davantage dans les rouages du système qu'en restant consommateurs, où on panse finalement une plaie béante.

Mais il faudrait que je réfléchisse plus longuement au type d'investissement que je favoriserais, par rapport à ceux que vous avez évoqués.

Je choisirais d'être investisseur plutôt que consommateur, puisqu'en tant qu'investisseur, on est dans la machine et on peut mieux agir dans le sens que l'on considère souhaitable, d'un point de vue structurel. Évidemment, ces deux options ne sont pas mutuellement exclusives. Être consommateur sans avoir conscience des problèmes structurels sous-jacents à la cause que l'on tente de défendre en consommant, c'est se mettre un peu la tête dans le sable !

M. TIMBEAU. - Intéressez-vous aux grandes entreprises qui travaillent dans l'énergie, l'alimentaire, aux entreprises globales, celles qui, précisément, échappent au contrôle des pays, à Total, Exxon, Nestlé, Danone, Areva. Tout ce qui est produit dans ces entreprises, sont les clefs de l'avenir.

Si vous voulez être actionnaire actif, il ne faut pas simplement voter par les pieds en abandonnant les entreprises qui ne paraissent pas louables et en s'intéressant à la petite entreprise qui fait du café équitable et qui raconte une très belle histoire, mais il faut également s'intéresser à la globalité et aller voir ce qui se passe chez Nestlé, Danone et les producteurs d'énergie, même chez Air France. Le transport est l'une des clefs des entreprises globales. C'est dans ces entreprises que votre voix peut s'exprimer.

QUESTION. - Une question pour rejoindre la discussion de tout à l'heure sur le *top down* et le *bottom up*.

Au sein de l'entreprise, on est sur deux niveaux de fonctionnement : une stratégie de l'entreprise qui veut s'orienter sur des axes de *sustainability* et qui se heurte à des individualités qu'il faut convaincre à notre échelle.

Lorsque nous aurons des arbitrages financiers à effectuer entre deux solutions possibles, l'une allant plutôt dans le sens de tout ce qui touche l'environnement, le social, etc., l'autre peut-être un peu moins, mais ayant un coût moins élevé, quels sont les leviers de rentabilité sur lesquels travailler pour arriver à valoriser cet investissement que l'on sent tous rentable à long terme, mais que l'on ne sait pas forcément quantifier ?

M. TIMBEAU. - Je vais éluder la question très soigneusement. Il y a le *top down*, le *bottom up*, et ce qui arrive sur les côtés.

Si vous voulez savoir comment Air France peut être une entreprise consciente de ses émissions de CO₂, vous pouvez chercher à avoir des avions plus économes en carburant, également plus rentables, remplir davantage les avions pour émettre moins de CO₂ par passager, publier des indicateurs. Ceci étant dit, la solution aux émissions de CO₂ d'Air France et du transport aérien ne

viendra pas de ce type de raisonnement, mais de ce que l'on imposera une taxe carbone, ou pas, sur les fuels consommés par les compagnies aériennes et que l'on modifiera le prix pour le consommateur qui se rendra compte, qu'une fois intégré l'ensemble des coûts nécessaires du transport aérien, cela coûte 3 fois plus cher ! Et il n'y a que cela qui fera changer les choses !

Ce n'est pas la peine de mettre des labels verts sur vos avions. Ce n'est pas une solution. Dans ce cadre, la seule solution est de vous décentrer, d'oublier que vous êtes à Air France, de vous considérer comme citoyens de la terre et de penser qu'en toute objectivité, il faut ce type d'instrument pour arriver à faire changer les choses à l'intérieur de votre entreprise.

QUESTION. - Je ne me retrouve pas dans ce champ consommateur / investisseur. Reste-il une place pour les syndicalistes ?

Qui, parfois, se montrent contre les consommateurs et d'autres fois, contre les investisseurs !...

Mme THIRY. - J'ai eu l'occasion à plusieurs reprises d'aller faire des présentations au sein des deux principaux syndicats belges. Sur un argument précis, on peut mettre en question l'objectif de croissance économique, en ce sens qu'il ne permet pas de refléter la part des salaires dans la valeur ajoutée, ce n'est pas une critique nouvelle. Mais dès lors que l'on cherche des indicateurs capables de mieux rendre compte des indicateurs de travail au sein des entreprises, un espace s'offre aux représentants des travailleurs.

Vous ne vous y retrouvez pas ?

LE MEME INTERVENANT. - Je suis pris entre le consommateur et l'investisseur, et l'avenir de la société, sur lequel je ne pense pas détenir un levier très important...

Mme THIRY. - Effectivement.

M. TIMBEAU. - Je suis d'accord avec vous, mais on ne m'a pas demandé de vous donner des éléments vous permettant de vous y retrouver.

Le syndicat est l'un des membres d'un écosystème dans lequel il y a un patronat, une société, des conflits. Le syndicat se positionne dans cette articulation. Beaucoup des problèmes évoqués sont des problèmes de changement de nature qui se posent à l'ensemble du système.

Ce n'est pas à un des acteurs de dire : « J'ai compris avant vous que le monde avait changé, je vais vous prendre par la main et vous amener dans un nouvel espace de conflictualité qui sera respectueux de la planète. »

C'est pour cela que vous ne vous y retrouvez pas.

Le monde change. En revanche, vous n'êtes pas que syndicaliste, et en tant que citoyen, vous pouvez dire votre immense respect pour les syndicats. Et pour qu'ils continuent à oeuvrer de manière satisfaisante dans ce monde en évolution, il faut changer un certain nombre de ses règles, pour que l'espace de conflictualité des compromis se déplace ailleurs et soit compatible avec les nouveaux problèmes auxquels l'universalité est confrontée. Et là, vous pourrez vous y retrouver.

Effectivement, d'une certaine manière, tout que nous avons évoqué se trouve dans un espace parallèle à celui du syndicalisme, mais pas dans un univers qui a disparu.

M. CADOREL. - Le rapport Stiglitz est destiné à quelle population ? Au monde politique ? Aux statisticiens ? Car c'est eux qui manœuvrent les indices qu'ils ont créés ?

Il est destiné aux corps sociaux et au grand public.

En tant que syndicaliste, se place-t-on au niveau politique ? Je crois que le monde syndicaliste se place aussi au niveau politique, surtout en France avec le poids que l'on peut avoir.

Se place-t-on au niveau des statisticiens ? Je ne pense pas vraiment, mais le grand public et les corps sociaux, nous y sommes complètement, avec la montée de cette exigence et la pression qui existe... Plus le corps social dans son ensemble sera conscient des problèmes, plus on sera à même d'essayer de les régler.

La complexité, à mon avis, vient de la mondialisation. Nous n'avancions pas tous à la même vitesse et certains ont aussi une envie légitime de consommer. En tant que syndicaliste, je ne me situe pas à un niveau, mais à plusieurs.

QUESTION. - Pensez-vous que la taille d'une entreprise peut être un obstacle à cette évolution que l'on a un peu esquissée ? Je ne parle pas de la globalisation mondiale, mais 5 000 ou 10 000 personnes dans une entreprise, est-ce une taille critique qui pose problème ?

M. TIMBEAU. - Je n'ai pas d'avis sur la question. Il y a une longue littérature et beaucoup de réflexions menées qui évoquent des tailles qui devenaient nuisibles à partir d'un certain stade.

Sur la terre, de très grands dinosaures ont régné très longtemps, précisément parce qu'ils étaient gros. Puis l'environnement a brusquement changé, et ce sont les petits mammifères qui sont devenus plus adaptés. C'est très contextuel de savoir qui est adapté et qui ne l'est pas.

Demain, lorsque le monde du transport aura été bouleversé par la nécessité d'une certaine frugalité et qu'il sera plus fondamentalement une valeur locale, les grandes entreprises globales de transport comme Air France auront peut-être moins leur place. Mais il est difficile d'être conclusif là-dessus. Je préfère vous laisser répondre à cette question, car vous êtes, y compris dans votre rôle de syndicaliste, beaucoup mieux placé pour amorcer des réflexions et réfléchir à ce sujet.

M. CADOREL. – Mme Thiry, Mr Timbeau, ainsi que Mr Roudaut qui a dû partir, je tiens à vous remercier de nous avoir consacré votre journée pour nous mettre à niveau sur cette problématique actuelle et nous aider dans notre métier de syndicaliste.

Dans quelques mois, vous pourrez tous consulter l'intégralité de cette conférence sur notre site Internet.

M. TIMBEAU. - Vous pourrez utiliser ma présentation.

M. CADOREL. – Je vous en remercie. Bon retour à tous.